Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Coups-d-Etats-a-l-americaaine>

Coups d'Etats à l'américaine

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : samedi 5 juin 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

A la lumière des nombreux coups d'Etats soutenus par la CIA, la déclaration de GW Bush : "Vous êtes soit avec nous soit contre nous" ne révèle pas une politique anti-terroriste mais plutôt une attitude dominante à l'égard du reste du monde et plus particulièrement de l'élite élue des pays étrangers.

Par Doreen Miller

Il semble que les seuls gouvernements que les USA reconnaissent et soutiennent sont ceux qui s'inclinent devant leurs intérêts politiques et économiques.

Sinon comment expliquer l'apparente hypocrisie entre leur discours ouvertement pro-démocratique et l'action secrète de la CIA pour renverser le président du Venezuela, démocratiquement élu, Hugo Chavez ? Comment les USA peuvent-ils justifier honnêtement leur soutien au dictateur pakistanais Pervez Musharraf, ou, il n'y a pas si longtemps, à Ousama Ben Laden et Saddam Hussein qui sont maintenant devenus trop dangereux parce que trop aidés, trop puissants ?

A sa création en 1947, le "National Security Act" stipule que la CIA ne doit rendre de compte qu'au président, laissant ainsi la porte ouverte aux opérations clandestines les plus douteuses et anti-démocratiques. A travers ses 55 ans d'histoire la CIA a été responsable d'ingérences politiques, de campagnes de désinformation, d'assassinats de dirigeants démocratiquement élus, de coups d'Etats dans plus de 3 douzaines de pays, laissant par exemple, les marques sanglantes des ses empreintes en Haïti, République Dominicaine, Equateur, Brésil, Indonésie, Grèce, Congo (Zaïre), Bolivie, Uruguay, Australie, Angola, Nicaragua, Afghanistan, Honduras, Salvador et Colombie. Après le scandale de l'implication de la CIA dans l'affaire Iran/Contra, les députés américains votèrent des lois en 1974, 1975 et 1986 pour pouvoir contrôler cette arme gouvernementale. Néanmoins, il apparaît que ces réformes ont été superficielles et inefficaces, paravents derrières lesquels la puissante CIA continue habilement et silencieusement de tromper et de contrôler.

Les premières années de la CIA ont été actives, elle a participé en Italie à la corruption du processus électoral démocratique en achetant des votes, en diffusant de la propagande, des mensonges et des demi-vérités et en molestant les candidats adverses pour écarter les communistes de la victoire. Une autre des ses premières missions a été de protéger les intérêts américains en Grèce contre la menace du "terrifiant" parti communiste. Ceci a été réussi en soutenant et en plaçant au pouvoir des anti-communistes notoires, bien connus pour leurs choquantes atteintes aux droits de l'homme.

Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, la puissante et épanouie démocratie américaine ne fonctionne pas mieux qu'ailleurs quand il s'agit de défendre les droits de l'homme à travers le monde. En fait elle a une longue et peu respectable histoire de violences, extorsions et meurtres pour installer n'importe quels régimes, y compris des dictatures brutales tant que cela permet de protéger ses intérêts économiques et plus particulièrement son droit inaliénable de continuer d'explorer et d'extraire du pétrole et du gaz à travers le monde.

En 1953, le premier coup d'Etat militaire de la CIA renversa le légitime Mohammed Mossadegh en Iran après qu'il eut menacé de nationaliser les pétroles britanniques. Il a été sommairement remplacé par un dictateur dont la police secrète a été comparée en brutalité à la Gestapo nazie.

Si le légitime président du Guatemala Jacob Arbenz avait entendu la leçon de l'Iran, en 1954 il n'aurait jamais commis l'imprudence de vouloir nationaliser la société "United Fruit Company" appartenant à Rockefeller, et en partie, au directeur de la CIA Allen Dulles. Le sort d'Arbenz fut le même que celui de Mossadegh, il a été remplacé, suite à un complot de la CIA, par une série de dictateurs sanguinaires qui tueront plus de 100 000 Guatémaliens au cours des années suivantes.

Vous êtes vous déjà demandé comment les USA ont déjà convaincu le Cambodge de rentrer dans la guerre du Vietnam ? C'est assez simple, la CIA a détrôné le prince Sihanouk, qui était très populaire pour avoir refusé la guerre et l'ont remplacé par leur propre marionnette, Lon Nol, qui s'est immédiatement soumis aux intérêts américains en envoyant les troupes cambodgiennes dans la bataille. Par réactions en chaîne dans l'opposition, il en résulta un chaos sanglant qui ouvrit la voie de la montée en puissance Khmer Rouge, une faction impitoyable qui tuera des millions d'innocents.

En 1973 le coup d'Etat militaire soutenu par la CIA et l'assassinat du président légitime socialiste Salvador Allende au Chili a été décidé quand Allende nationalisa des sociétés appartenant aux USA dans l'espoir d'améliorer les conditions de vie de son peuple. Il a été remplacé par le général Augusto Pinochet qui a torturé et tué des milliers de ses compatriotes pour anéantir les meneurs travaillistes, les syndicats et la gauche politique. Encore une fois, beaucoup de sang versé et de nombreuses vies perdues uniquement pour préserver l'intérêt et la souveraineté des entreprises américaines.

Ces dernières semaines, les sentencieuses tentatives de l'administration Bush pour rejeter les accusations de son implication dans le coup d'Etat raté au Venezuela pèsent peu face à la quantité de traces compromettantes laissées autour de ce crime. Ceux qui ont vécu le renversement du gouvernement chilien en 1973 peuvent confirmer que les mêmes techniques et tactiques utilisées par la CIA ont été réutilisées au Venezuela : utilisation de civils pour créer un désordre, rumeur sur un président devenu dictateur, la complicité d'un média contrôlé par une riche élite égoïste et l'utilisation des militaires pour initier le renversement.

Avant ce coup d'Etat bâclé, la situation au Venezuela ressemblait à celle d'une bouteille de vin ouverte dans une pièce avec un alcoolique notoire (la CIA) en espérant qu'il résisterait à l'irrésistible. Chavez, élu par une majorité écrasante, a ouvertement critiqué la guerre américaine en Afghanistan. Non seulement il essayait de redistribuer les richesses de son pays (80% de la population vit dans la pauvreté), mais il a aussi critiqué la politique "empoisonnée" du FMI aboutissant au "pillage et à l'exploitation" du tiers-monde. Pour revigorer l'économie vénézuélienne, Chavez a créé un impôt sur la fortune, a redistribué les terres inutilisées des riches aux pauvres et a diminué la production de pétrole tout en augmentant son prix, au dam de la pensée américaine "nous avons droit à un pétrole bon marché"

Ce qui l'a définitivement perdu, c'est d'avoir essayé de ne pas suivre le diktat américain en refusant la privatisation du secteur public, ou comme l'a dit Colin Powell "en dévoyant le libre marché démocratique préconisé par les USA". Plus directement, Larry Birns, directeur du Council on Hemispheric Affairs, peut aussi être révélateur de la politique étrangère des USA quand il explique que le rôle de l'amérique latine est d'être un vassal servant à fournir des matières premières, de la main d'oeuvre bon marché et des marchés pour le "colosse du nord". Autrement dit, les USA ne tolèrent pas le développement indépendant et autonome des pays étrangers.

Au cours des prochaines semaines, d'autres informations viendront certainement révéler l'étendue de l'engagement américain dans cette abominable assaut contre la liberté et la démocratie. Aujourd'hui des liens ont été établis entre les conspirateurs et Otto Reich qui était directement impliqué dans le scandale Iran/Contra ; Elliot Abrams connu pour son rôle dans le coup d'Etat de 1973 au Chili et pour son parrainage des escadrons de la mort en Argentine, Salvador, Honduras et Guatemala ; et John Negroponte qui a été dûment informé au début de cette année de l'imminente action contre Chavez.

Des journalistes britanniques enquêtent actuellement sur les traces d'éventuels hommes de main et d'un support logistique de la marine américaine. Le support financier est entrain d'être remonté jusqu'au National Endowment for Democracy, une branche de la CIA utilisée pour des opérations secrètes à l'étranger qui, durant l'année dernière, a bizarrement quadruplé son aide à des différents groupes vénézuéliens, en incluant les 154 377 US\$ donnés directement au dirigeant du parti du syndicat travailliste Carlos Ortega qui était un proche de ce "roi d'un jour" : Pedro Carmona.

Le fait que plusieurs conspirateurs et leur famille aient trouvé asile dans les bras accueillants des USA s'oppose à la souscription des USA à la charte Inter-American Democratic Charter dont les clauses donnent mandat à ses

membres pour défendre la démocratie contre ce type de coup d'Etat. Les USA ont fauté non seulement en approuvant immédiatement (en quelques heures) la prise de pouvoir militaire illégitime de Carmona, mais aussi par leur volonté d'étouffer les critiques faites par l'organisation des états américains [Organization of the American States]. Ainsi, pour ne pas perdre un instant dans la légitimation du nouveau gouvernement, l'ambassadeur Charles Shapiro a été vu accueillant et félicitant Carmona le lendemain en manifestant "sourires et embrassades dans un état évident de satisfaction" comme le rapportait des journaux vénézuéliens.

Ce que les conspirateurs ont mal évalués, c'est l'absolue détermination du peuple vénézuélien à se soulever et à défendre leur démocratie contre un fascisme qui ignore et piétine la volonté du plus grand nombre pour le bénéfice des grosses entreprises et des plus riches.

Le plus grand crime de Chavez aura été son indépendance d'esprit qui l'aura égaré en essayant de réformer une politique nationale injuste et imparfaite, devenant ainsi inacceptable à Washington. En clair, cela veut dire qu'il a osé placer les intérêts de son pauvre peuple au-dessus de l'intérêt des entreprises et des des fabricants de profit américains.

Il y aurait beaucoup à dire sur la vérité des paroles de Christian Perenti, professeur au nouveau collège de Californie, quand il décrit le Venezuela comme "la seule véritable démocratie au monde, aujourd'hui" parce qu'elle se bat "pour réformer le capitalisme en un système plus sain et plus égalitaire". Il me semble que les USA ont une leçon à retenir de ce coup d'Etat manqué au Venezuela en ce qui concerne les véritables sens et fonctionnement de la démocratie en regard du respect et de la défense des droits et de la volonté du peuple.

Post-scriptum :

Traduction de l'article de Doreen Miller paru le 7 Mai 2002 par Eric www.YellowTimes.org